

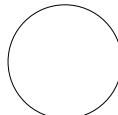
# AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE DE SERVEURS INFORMATIQUES R+9

CENTRE HOSPITALIER DE  
SAINT-DENIS

Hôpital Delafontaine  
2 rue du Docteur Delafontaine  
93200 SAINT-DENIS

**Studio**  
**Fadi RIFAI**  
**Architectes**  
32, rue Paul Belmondo  
75012 Paris  
+33(0)1 42219867

**FADI RIFAI ARCHITECTES**  
32 rue Paul Belmondo  
75012 Paris  
agence@fadirifaiarchitectes.com

..													D
..													C
..													B
Dossier AT :												09.12.2024	A
Création :												25.06.2024	0
Objet des modifications :												Date	Indice
AT													
NOTICE D'ACCESSIBILITÉ													
N° Affaire:	Responsable : FAD		PROJET	PHASE	AUTEUR	FORMAT	TYPE	NIVEAU	ZONE	N°	ECH	DATE	INDICE
			AT	JTF	A4	Notice			TOUT			09.12.2024	A
Date de création:	Dessinateur : JTF		Nom du fichier : Local serveur CHSD AT.pln										

<b>1. Préambule</b>	<b>4</b>
<b>1.1. La notion de handicap</b>	<b>4</b>
<b>1.2. La notion d'accessibilité</b>	<b>4</b>
<b>1.3. Le référentiel réglementaire utilisé</b>	<b>4</b>
1.3.1. Loi	4
1.3.2. Décret	4
1.3.3. Arrêté	4
1.3.4. Circulaire	5
1.3.5. Normes	5
<b>2. Situation et description du projet</b>	<b>6</b>
<b>2.1. Projet</b>	<b>7</b>
<b>3. Limites des prestations</b>	<b>7</b>
<b>4. Définition, information et signalisation</b>	<b>7</b>
4.1. Palier de repos	7
4.2. Espace de manœuvre de porte	8
4.3. Sas d'isolement	8
4.4. Information et signalisation	8
4.5. Visibilité	9
4.6. Lisibilité	9
4.7. Compréhension	9
<b>5. Caractéristiques des cheminements extérieurs</b>	<b>9</b>
<b>6. Accueil du public</b>	<b>9</b>
<b>7. Accueil du personnel</b>	<b>9</b>
<b>8. Circulations intérieures horizontales</b>	<b>9</b>
<b>9. Circulations intérieures verticales</b>	<b>10</b>
<b>10. Revêtements des sols, murs et plafonds</b>	<b>10</b>
<b>11. Portes, portiques et sas</b>	<b>10</b>
11.1. Généralités	10
11.2. Caractéristiques dimensionnelles	11
<b>12. Locaux / Equipements / Dispositifs de commandes</b>	<b>12</b>
<b>12.1. Sanitaires et douches</b>	<b>13</b>

13. <u>Sorties</u>	13
14. <u>Éclairage</u>	13
15. <u>Salle recevant du public assis</u>	13
16. <u>Stationnement automobile</u>	13
17. <u>Signalétique</u>	13
18. <u>Mobiliers et éléments de présentation</u>	14
19. <u>Annexes</u>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

# 1. Préambule

## 1.1. LA NOTION DE HANDICAP

La loi du 11 février 2005 est l'une des principales lois sur les droits des personnes handicapées, depuis la loi de 1975.

Les toutes premières lignes de la loi rappellent les droits fondamentaux des personnes handicapées et donnent une définition du handicap :

« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

Ainsi, le handicap est considéré comme une situation vécue en lien avec l'environnement immédiat de la personne. Dans l'esprit du texte, nous pouvons parler de situation handicapante. Le handicap n'est plus un simple aspect physique, sensoriel ou mental figé, mais une situation pouvant évoluer au gré du niveau d'adaptation de l'environnement dans lequel évolue l'individu.

## 1.2. LA NOTION D'ACCESSIBILITE

Le décret 2006-555 donne une définition à l'accessibilité :

« Art. R. 111-18-1. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. »

Par ailleurs, il faut rappeler que l'impact de l'accessibilité doit être positif pour l'ensemble des utilisateurs et doit favoriser l'émergence de solutions intégrées. L'accessibilité doit donc être réfléchie de manière à ce que les solutions techniques et les équipements soient accessibles à tous. Ainsi, lorsque c'est possible, les rampes d'accès seront préférées aux ascenseurs de personnes, car cette solution est plus universelle.

## 1.3. LE REFERENTIEL REGLEMENTAIRE UTILISE

### 1.3.1. LOI

- Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- Code de la construction et de l'habitation

### 1.3.2. DECRET

- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation

### 1.3.3. ARRETE

- **Arrêté du 1er août 2006** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création. Ce texte abroge l'arrêté du 17 mai 2006 et a été modifié par l'Arrêté du 30 novembre 2007 ;
- **Arrêté du 21 mars 2007** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes

au public

- **Arrêté du 22 mars 2007** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées
- **Arrêté du 30 novembre 2007** modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création

#### 1.3.4. CIRCULAIRE

- **Circulaire interministérielle n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007** relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation (publication au Bulletin Officiel de l'équipement n°2007-23)

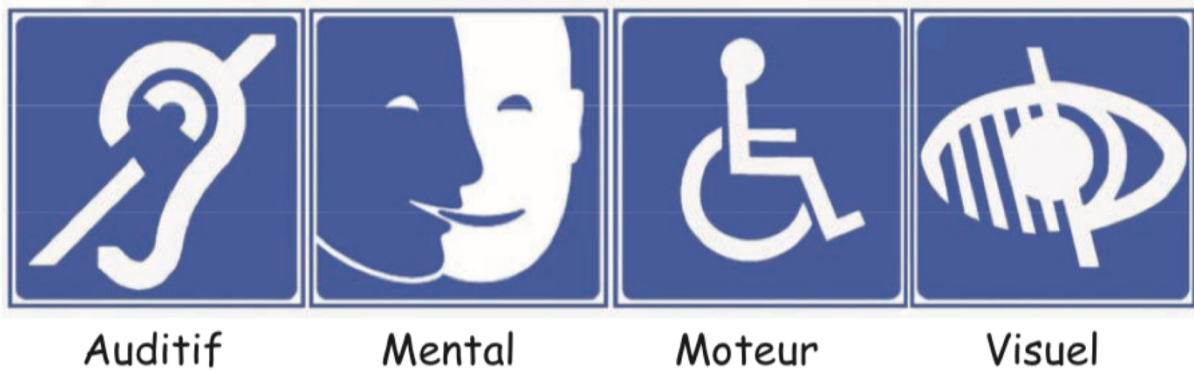
#### 1.3.5. NORMES

- NF P 98-351, relative aux bandes de Vigilance
- EN 81-70, relative aux ascenseurs
- EN 81-41, relative aux appareils à translation verticale

Toutes les dispositions et obligations introduites par ces textes ne sont pas systématiquement reprises dans cette notice. Seules les dispositions majeures et structurantes sont rappelées dans cette notice.

Les lieux de travail seront conçus et aménagés en tenant compte de la présence de travailleurs handicapés, conformément aux dispositions des articles R.4214-26 et R.4214-29 introduits par le **Décret N° 7 mars 2008**, relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées, ainsi que selon le **décret du 21 Octobre 2009**.

## Accessibles aux personnes handicapées



*L'obligation d'accessibilité est définie comme une obligation de résultat. Il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions d'installation.*

*Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.*

*Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service doivent pouvoir être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées.*

*Pour satisfaire aux exigences, les équipements, le mobilier ainsi que les dispositifs de commande de service et d'information fixes destinés au public, qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur doivent respecter les dispositions relatives au repérage à leur atteinte et usage.*

*Nous nous engageons à respecter l'ensemble des règles et préconisations d'accessibilité ERP.*

## 2. Situation et description du projet

La ville de Saint-Denis, proche de Paris, dispose depuis des siècles de lieux d'hospitalité, d'accueil, de soins et d'enfermement dont les appellations et les fonctions sont parfois très éloignées de celles que nous connaissons aujourd'hui.

Le premier document attestant formellement de l'existence d'un hôtel-Dieu date de 1218 ; mais il est vraisemblable que des structures d'accueil des pèlerins et des indigents préexistaient. Cette structure comportait 12 lits dont 7 lits d'hommes et 5 lits de femmes. La ville comptait aussi une léproserie destinée aux lépreux et aux malades contagieux.

En 1710, de nouveaux bâtiments sur le même site sont construits. L'hôtel-Dieu comprend alors 47 lits. L'équipe médicale comporte un médecin, un chirurgien aidé par un maître chirurgien de Paris, une sœur supérieure et des religieuses issues des filles de la charité comme infirmière et une apothicairesse. La clientèle est ciblée, ne sont en effet admis ni les enfants, ni les femmes enceintes, ni les vieillards et ni les malades supposés contagieux.

Le 1er janvier 1769, est ouverte dans une ancienne tannerie sur l'emplacement des halles actuelles, une maison de mendicité. Appelée « hôpital », son activité s'assimilait plus à celle d'une prison ; les conditions de détention y étaient épouvantables, la mortalité élevée. Jusqu'en 1896, ses pensionnaires exerceront la fonction d'éboueurs de la ville. Cet hôpital sera détruit en 1890.

Donc en 1789, cohabitent l'Hôtel-Dieu, l'hôpital mais aussi de petites structures d'accueil disséminées dans les divers couvents de la ville. Avec la laïcisation, l'Hôtel-Dieu change d'appellation pour la maison d'humanité de Franciade (Franciade est le nom pris par la ville de Saint-Denis pendant la période révolutionnaire), puis Hospice civil de Saint-Denis.

En 1795, un hôpital militaire s'installe dans l'abbaye de Saint-Denis.

Le bâtiment de l'Hôtel-Dieu est détruit en 1907. Son apothicairerie est conservée au Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis. Sur le site existent aujourd'hui des écoles et la médiathèque centrale de Saint-Denis.

En octobre 1881, un hôpital (64 lits de médecine) et un hospice de 36 lits ouvrent sur le site actuel de l'hôpital de Casanova.

En mars 1904, un hôpital militaire s'installe dans un des pavillons. C'est à l'hôpital de Saint-Denis qu'aura lieu la première vaccination antirabique par Louis Pasteur. Pratiquée trop tard, elle ne permettra pas la guérison du patient et n'est donc pas entrée dans l'histoire de la médecine.

«Les hôpitaux de Saint-Denis» se constituent avec la construction d'un hôpital sur le site de Delafontaine, la rénovation de l'hôpital Casanova, la création d'écoles d'infirmières et d'aides-soignantes puis le rattachement d'unités de pédopsychiatrie et toxicomanie. De 1986 à 1998, le centre hospitalier a exploité la clinique Victor Hugo à Pierrefitte pour des activités de moyen et long séjour qui, depuis, ont été rapatriées sur l'hôpital Casanova.

À cette époque, l'établissement compte près de 1000 lits.

À la fin des années 1990, les hôpitaux de Saint-Denis ont adopté la dénomination centre hospitalier de Saint-Denis.

La présente notice concerne le projet d'aménagement d'une salle de serveurs informatiques au R+9 du bâtiment BMC de l'Hôpital Delafontaine. Cet espace ne sera pas accessible au public.

## 2.1. PROJET

Les travaux impacteront les niveaux de la manière suivante :

<b>R+9</b>	Réaménagement d'un local technique : Aménagement d'un local de serveurs informatiques surélevé sans modification de façade.	Cet espace ne reçoit pas de public. Il ne comporte pas de locaux à sommeil.
------------	--	---

## 3. Limites des prestations

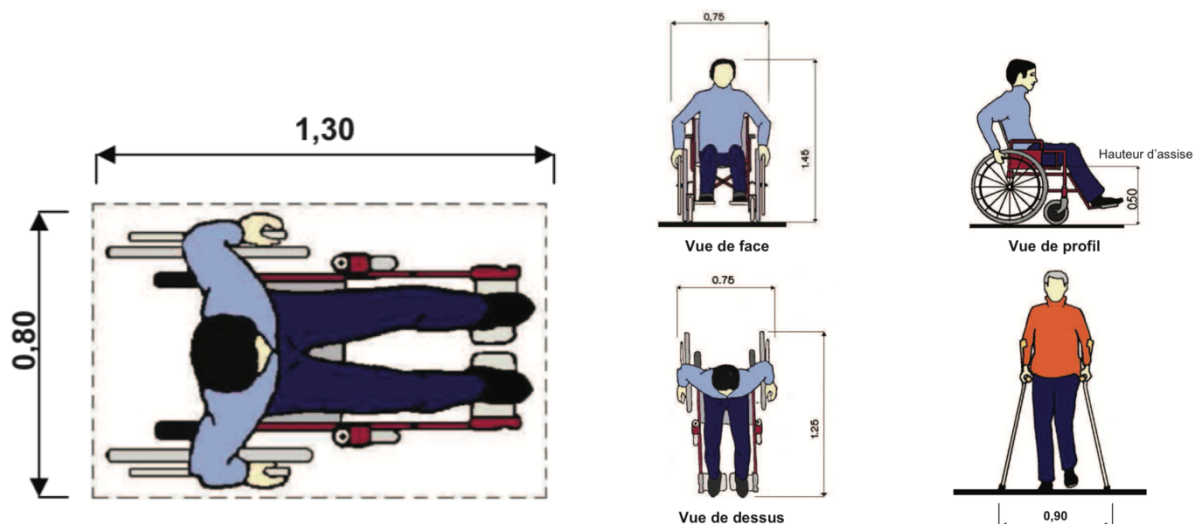
La présente notice concerne le niveau R+9.

## 4. Définition, information et signalisation

L'arrêté formalise ou introduit les définitions qui sont rappelées ci-dessous.

Gabarit d'encombrement du fauteuil roulant :

Les exigences réglementaires sont établies sur la base d'un fauteuil roulant occupé dont les dimensions d'encombrement sont de 0,80 m x 1,30 m.



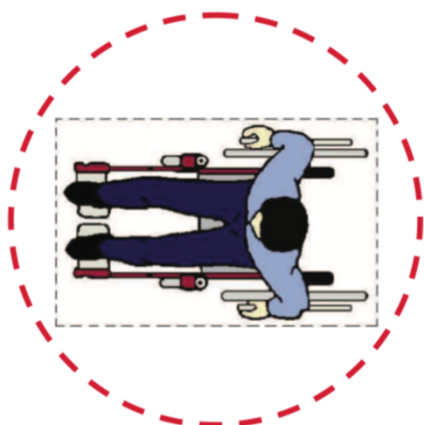
*Schémas de principe*

**Les règles ci-après seront respectées dans l'ensemble des niveaux aménagés dans le cadre de l'opération.**

### 4.1. PALIER DE REPOS

Le palier de repos s'insère intégralement dans le cheminement. Il correspond à un espace rectangulaire de 1,20 m x 1,40 m.

Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour : L'espace de manœuvre reste lié au cheminement mais avec une exigence de largeur correspondant à un diamètre de 1,50 m.

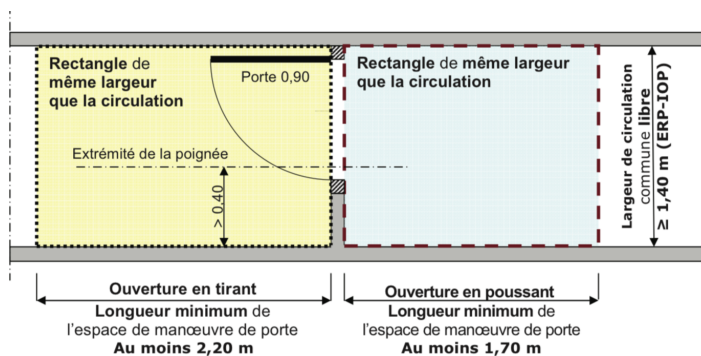


*Schéma de principe*

#### **4.2. ESPACE DE MANŒUVRE DE PORTE**

C'est l'espace de manœuvre qui correspond à un rectangle de même largeur que la circulation commune mais dont la longueur varie selon qu'il faut pousser ou tirer la porte :

- Ouverture en poussant : longueur minimale = 1,70 m.
- Ouverture en tirant : longueur minimale = 2,20 m.



*Schéma de principe*

#### **4.3. SAS D'ISOLEMENT**

Sans objet

#### **4.4. INFORMATION ET SIGNALISATION**

Les supports d'information et de signalisation doivent être visibles et lisibles par tous les usagers.



#### **4.5. VISIBILITE**

Les informations doivent être regroupées et les supports d'information doivent répondre aux exigences suivantes :

- être contrastés ;
- lisibles debout comme assis ;
- être orientées pour éviter tout effet d'éblouissant ou de reflet ;
- approchables à moins de 1 m pour une personne mal voyante dès lors qu'elles sont situées à moins de 2,20 m de haut

#### **4.6. LISIBILITE**

Les informations données sur ces supports doivent répondre aux exigences suivantes :

- être contrastées par rapport au support ;
- la hauteur des caractères proportionnés aux circonstances ;
- la hauteur minimale des caractères relatifs à l'orientation 15 mm et 4,5 mm dans les autres cas.

#### **4.7. COMPREHENSION**

Le recours aux pictogrammes et icônes normalisés s'impose.

### **5. Caractéristiques des cheminements extérieurs**

Sans objet dans le cadre des travaux. Les abords de ce même bâtiment et les cheminements extérieurs ne sont pas modifiés dans le cadre de l'opération.

Le site en lui-même est accessible au public via une entrée principale, 2 Rue du Dr Delafontaine. À noter également, que le site offre des places de stationnement accessibles pour le public.

### **6. Accueil du public**

Sans objet dans la cadre de l'opération, l'accueil ne sera pas modifié.

### **7. Accueil du personnel**

Sans objet dans la cadre de l'opération, l'accueil ne sera pas modifié.

### **8. Circulations intérieures horizontales**

Les circulations intérieures horizontales doivent être accessibles et sans danger pour les personnes handicapées. Les principaux éléments structurant du cheminement doivent être repérables par les personnes ayant une déficience visuelle.

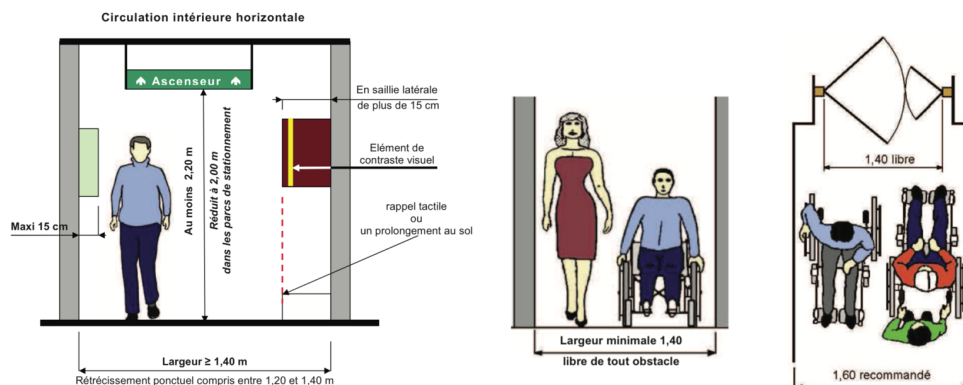
Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.

Les circulations intérieures horizontales doivent répondre aux exigences applicables au cheminement extérieur accessible, à l'exception des dispositions concernant :

- L'aménagement d'espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour pour une personne circulant en fauteuil roulant.
- Le repérage et le guidage.

– Le passage libre sous les obstacles en hauteur, qui est réduit à 2 m dans les parcs de stationnement.

**Ces exigences sont appliquées à l'ensemble du projet (se référer au plan d'accessibilité)**



*Schémas de principe*

## 9. Circulations intérieures verticales

Sans objet dans le cadre de l'opération.

## 10. Revêtements des sols, murs et plafonds

Les revêtements et les équipements situés sur le sol répondront aux exigences suivantes :

- Ils seront sûrs et permettront une circulation aisée.
- Les revêtements des sols, murs et plafonds ne créeront pas de gêne visuelle ou sonore.
- Les valeurs réglementaires de temps de réverbération répondront aux exigences de la norme NF EN ISO 11 654, avec un minimum de 25 % de surface au sol lorsqu'il n'existe pas de texte pour définir ces exigences.

## 11. Portes, portiques et sas

### 11.1. GENERALITES

**Les dispositifs ci-après seront appliqués à l'ensemble de l'opération.**

Toutes les portes situées sur les cheminements :

- Permettront le passage des personnes handicapées.
- Seront manœuvrable par des personnes ayant des capacités physiques réduites.
- Seront repérables par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne créeront pas de gêne visuelle pour les portes vitrées.
- Seront utilisables sans danger par les personnes handicapées lorsqu'elles seront battantes ou automatiques.

Les sas permettront le passage et la manœuvre des portes pour les personnes handicapées.

Toutefois, lorsqu'un dispositif rendu nécessaire du fait de contraintes liées notamment à la sécurité ou à la sûreté s'avère incompatible avec les contraintes liées à un handicap ou à l'utilisation d'une aide technique, notamment dans le cas de portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques, une porte adaptée pourra être utilisée à proximité de ce dispositif.

## **11.2. CARACTERISTIQUES DIMENSIONNELLES**

Les portes principales desservant des locaux ou zones pouvant recevoir 100 personnes ou + auront une largeur minimale de 1,40 m.

Si les portes sont composées de plusieurs vantaux, la largeur minimale du vantail couramment utilisé sera de 0,90 m.

Les portes principales desservant des locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes auront une largeur minimale de 0,90 m.

Un espace de manœuvre de porte est nécessaire devant chaque porte, à l'exception de celles ouvrant sur un escalier et à l'exception des portes des sanitaires, douches.

Les sas comporteront des espaces de manœuvre à l'intérieur et à l'extérieur du sas.

Les poignées de porte répondront aux exigences suivantes :

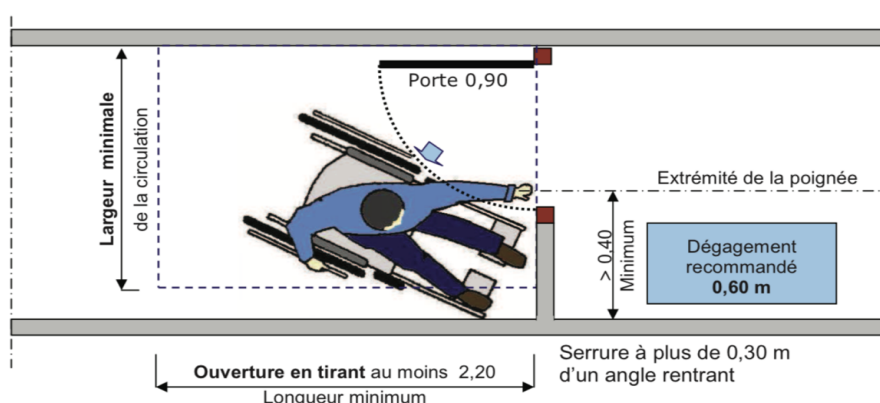
- Être facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme « assis », y compris par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet.
- Leur extrémité (à l'exception des portes des sanitaires, douches) sera située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

Lorsqu'une porte est à ouverture automatique, la durée d'ouverture permettra le passage de personnes à mobilité réduite. Le système sera conçu pour pouvoir détecter des personnes de toutes tailles.

Lorsqu'une porte comporte un système d'ouverture électrique, le déverrouillage sera signalé par un signal sonore et lumineux.

L'effort nécessaire pour ouvrir la porte sera inférieur ou égal à 50 N, que la porte soit ou non équipée d'un dispositif de fermeture automatique.

En cas de dispositifs liés à la sécurité ou la sûreté de l'établissement ou de l'installation, les personnes mises en difficulté par ces dispositifs pourront se signaler à l'accueil, repérer la porte adaptée et la franchir sans difficulté.



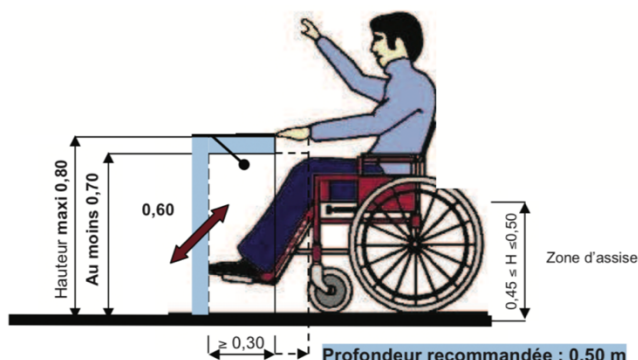
*Schéma de principe*

## 12. Locaux / Équipements / Dispositifs de commandes

Les usagers handicapés accéderont à l'ensemble des locaux ouverts au public dans le cadre de l'opération et en ressortiront de manière autonome.

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service situés dans ces établissements présenteront les caractéristiques suivantes :

- I. Ils seront repérés grâce à un éclairage particulier ou à un contraste visuel, atteints et utilisés par les personnes handicapées.
- II. Ils seront disposés de façon à ne pas créer d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.
- III. Un élément au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier sera repérable, atteint et utilisé par les personnes handicapées en position « debout » comme en position « assis ». Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionnera en priorité.
- IV. Les dispositifs de commande seront repérables par un contraste visuel ou tactile.
- V. Au droit de tout équipement, mobilier, dispositif de commande et de service, existera un espace d'usage.
- VI. Pour être utilisable en position « assis », un équipement ou élément de mobilier comportera une partie présentant les caractéristiques suivantes :
  - Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m pour une commande manuelle ainsi que pour les dispositifs ayant trait à la sécurité des personnes et non réservés à l'usage exclusif du personnel.
  - Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m pour les fonctions nécessitant de voir, entendre, parler.
  - Hauteur maximale de 0,80 m et vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur pour permettre le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, dans le cas de lavabos et de guichets d'informations et lorsque des usages tels que lire, écrire, utiliser un clavier seront requis.
- VII. Lorsque la communication avec le personnel est sonorisée, le dispositif de sonorisation sera équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique et signalé par un pictogramme.
- VIII. Lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané, toutes informations sonores sera doublée par une information visuelle sur ce support.



*Schéma de principe*

### **12.1. SANITAIRES ET DOUCHES**

Sans objet dans la cadre de l'opération.

## **13. Sorties**

Les sorties seront :

- Repérées, atteintes et utilisées par les personnes handicapées ;
- Repérables de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation adaptée ;
- Signalées sans aucun risque de confusion avec le repérage des issues de secours.

## **14. Éclairage**

L'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures ne créera pas de gêne visuelle. Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique feront l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

Les valeurs d'éclairement mesurées au sol seront d'au moins :

- 200 lux au droit des postes d'accueil.
- 100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales.
- 150 lux en tout point de chaque escalier et équipement mobile.

Lorsque la durée de fonctionnement d'un système d'éclairage est temporisée, l'extinction sera progressive. Dans le cas d'un fonctionnement par détection de présence, la détection couvrira l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives devront obligatoirement se chevaucher.

La mise en œuvre des points lumineux évitera tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.

## **15. Salle recevant du public assis**

Sans objet dans le cadre de l'opération.

## **16. Stationnement automobile**

Sans objet dans la cadre de l'opération.

## **17. Signalétique**

La signalétique utilisée respectera l'annexe 3, à savoir :

Informations et signalisations

- Visibilité : Informations regroupées sur supports :
  - Contrasté par rapport à leur environnement

- Permettant vision et lecture en position assise ou debout
  - Choisis positionnée et orientée de manière à éviter contre-jour, reflet et éblouissement
  - Permettant de s'approcher à moins d'un mètre, s'ils sont situés à moins de 2,20m de haut
- Lisibilité : Les informations seront :
  - Contrastées par rapport au support de fond
  - Avec une hauteur de caractère d'écriture proportionnée aux circonstances, sans être inférieure à 4,5 mm et 15 mm si l'information ne peut être donnée sur un autre support.
- Compréhension : La signalisation doit recourir autant que possible à des icônes ou pictogrammes. Les pictogrammes normalisés s'imposent s'ils existent.

Les portes d'entrées ainsi que les parois vitrées seront marquées par des bandes contrastées.  
Le WC sera marqué par un pictogramme.

## **18. Mobiliers et éléments de présentation**

Sans objet dans la cadre de l'opération.

L'ensemble du mobilier sera conforme aux exigences de la réglementation. Les bords seront arrondis, les couleurs seront contrastées.